



## SOMMAIRE

Page

## Point 23 de l'ordre du jour :

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite) .....

1503

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

*En l'absence du Président, M. Sevilla Sacasa (Nicaragua) vice-président, prend la présidence.*

## POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

**Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite\*)**

1. M. PETRIĆ (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : A la présente session de l'Assemblée, nous examinons, pour la première fois, le problème de la décolonisation dans des conditions qui se sont modifiées et nous envisageons l'avenir avec davantage d'espoir. Le mois d'avril au Portugal a marqué le commencement de la fin de l'ère coloniale dans le sud de l'Afrique. Les grands changements qui sont intervenus ont été précédés par la longue et héroïque lutte des mouvements de libération de la Guinée-Bissau, du Mozambique, de l'Angola et des îles du Cap-Vert et des forces progressistes au Portugal même. Le nouveau gouvernement au Portugal a annoncé de profondes modifications dans sa politique vis-à-vis des territoires se trouvant sous son administration et il s'est engagé à procéder à leur complète décolonisation sur la base de la Charte et des décisions pertinentes des Nations Unies. La Guinée-Bissau a été reconnue par le Portugal en tant qu'Etat indépendant et admise aux Nations Unies. Un gouvernement provisoire a été instauré et une date a été fixée pour l'indépendance du Mozambique ainsi que pour Sao Tomé-et-Principe.

2. Dans son discours à l'occasion de l'ouverture du débat sur le point 23 de l'ordre du jour à la présente session [2305<sup>e</sup> séance], le Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal, M. de Almeida Santos, a réitéré l'adhésion du nouveau gouvernement

à la politique de décolonisation et a annoncé que des mesures concrètes étaient prises en vue de l'élaboration rapide d'un programme pour l'accession à l'indépendance de l'Angola et des îles du Cap-Vert. Nous voudrions saisir cette occasion pour adresser nos félicitations les plus sincères au Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde [PAIGC], au Frente de Libertação de Moçambique [FRELIMO], au Movimento Popular de Libertação de Angola [MPLA] et au Frente Nacional para a Libertação de Angola [FNLA] pour la grande victoire qu'ils ont remportée dans leur lutte pour l'autodétermination, la liberté et l'indépendance et, au Portugal, pour s'être libéré de la tyrannie fasciste de Caetano et de ses réactionnaires, pour être sorti de son isolement politique et pour s'être acquis le nouveau respect de la communauté internationale.

3. Malgré ces changements fondamentaux dans les territoires sous administration portugaise, qui ont démontré sans l'ombre d'un doute que le colonialisme est un anachronisme qui n'a pas place dans la communauté internationale, les régimes réactionnaires et illégaux de Salisbury et de Pretoria continuent de mener leur politique fondamentale. Ces régimes racistes poursuivent leur politique de domination absolue de la minorité blanche sur la population locale, qui est privée de tous ses droits et exploitée sans merci. L'occupation illégale de la Namibie et la mise en esclavage du Zimbabwe continuent, tandis que la politique de l'*apartheid* se poursuit à la face de toute la communauté internationale. Ces régimes ont également maintenu une attitude hostile vis-à-vis des Etats africains voisins et l'existence de leur politique inchangée continue à constituer une menace directe à la paix et à la sécurité du continent africain dans son ensemble. Malheureusement, tout en poursuivant leur politique colonialiste et raciste, ils jouissent toujours de l'appui et de l'assistance de certains centres de la puissance mondiale dans les domaines politique, économique et militaire. Le récent examen sur les relations existant entre l'Afrique du Sud et les Nations Unies auquel s'est livré le Conseil de sécurité a démontré également ce fait.

4. Les progrès sont lents dans ce qu'on appelle les territoires dits petits, mais de nombreux signes positifs sont annonciateurs de possibilités d'un grand nombre de solutions fondées sur l'autodétermination, la liberté et l'indépendance. Il faut rendre hommage aux Gouvernements australien et néo-zélandais, notamment, qui, en leur qualité de puissances administrantes, ont fait des efforts pour s'acquitter du mandat qui leur a été confié par les Nations Unies sur la base de la Charte et des résolutions pertinentes. Il faut noter, en même temps, que certaines puissances administrantes remettent à plus tard l'exécution de leurs obligations pour des raisons d'intérêts étroitement considérés

\* Reprise des débats de la 2312<sup>e</sup> séance.

dans les domaines économique, militaire et stratégique.

5. Quelles que soient toutes les difficultés, quels que soient tous les obstacles créés par les agresseurs coloniaux et les forces impérialistes du monde, la lutte des peuples pour l'autodétermination, la liberté et l'indépendance est irrésistible, et nous sommes convaincus qu'elle remportera une victoire complète dans un avenir pas trop éloigné. Les Nations Unies et toutes les institutions spécialisées sont tenues de prêter leur plein appui politique, moral et matériel à la lutte menée par ces peuples. Parlant d'appui politique, nous songeons d'abord à la nécessité pour l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de prendre des mesures concrètes et résolues afin que tous les vestiges du colonialisme puissent être éliminés le plus rapidement possible.

6. En rejetant les pouvoirs de la délégation sudafricaine, l'Assemblée générale a démontré sa maturité politique. Nous espérons que certains pays feront, dans un proche avenir, un nouvel examen de leur politique vis-à-vis des derniers bastions du colonialisme et feront des efforts — aux côtés de la majorité écrasante des autres Etats Membres des Nations Unies — pour que ces bastions soient complètement et définitivement éliminés. Les Nations Unies et les institutions spécialisées, outre l'aide qu'elles prêtent sur le plan politique, doivent également fournir une assistance matérielle aux peuples se trouvant encore sous la domination coloniale.

7. Nous sommes d'avis aussi qu'une assistance économique internationale très large devrait être apportée aux pays nouvellement libérés tout comme à ceux qui sont en train d'accéder à l'indépendance, afin d'empêcher qu'ils ne tombent victimes du néo-colonialisme. Ce n'est que grâce au plein appui de l'Organisation mondiale et de chacun de ses Membres que les territoires encore coloniaux pourront réaliser leur indépendance rapidement et totalement. Nous sommes tenus d'offrir cette assistance en vertu des dispositions de la Charte et d'un certain nombre de décisions des Nations Unies que nous mêmes, Etats Membres, avons formulées et adoptées à une très large majorité. La décolonisation est dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans le monde. C'est l'une des conditions préalables nécessaires au progrès futur.

8. La position du peuple et du Gouvernement yougoslaves vis-à-vis du colonialisme est bien connue dans cette enceinte et je n'ai pas l'intention d'en parler longuement ici. En tant que pays socialiste et non aligné, membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, la Yougoslavie a constamment offert, par le truchement de l'Organisation mondiale ainsi que de manière bilatérale, un appui politique, moral et matériel total aux peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance; et nous continuerons à agir de même dans l'avenir. Nous sommes convaincus que notre contribution, avec l'assistance des autres forces anticolonialistes éprises de paix et progressistes du monde, aidera cette lutte et facilitera l'accession à l'indépendance de tous les peuples qui vivent encore sous domination coloniale.

9. M. FERNÁNDEZ ESCALANTE (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : La République Argentine a toujours accueilli avec joie les victoires en matière de décolonisation, et elle éprouve cette année une satisfaction profonde face aux progrès réalisés par les Nations Unies sur cette voie, surtout lorsqu'ils revêtent une si grande importance pour les peuples frères du continent africain. L'Argentine se réjouit de la noble attitude adoptée par les Gouvernements portugais, australien et néo-zélandais — et nous nous en félicitons — ainsi que des mesures prises par d'autres pays et qui vont dans le bon sens. Les travaux de la Quatrième Commission et de l'Assemblée générale se verront ainsi couronnés, en cette session, par l'adoption à une importante majorité d'un grand nombre de résolutions qui contribueront sans aucun doute à la décolonisation des territoires restants.

10. Toutefois, ma délégation voudrait présenter quelques brèves observations à cette séance plénière sur une question qui est chère aux sentiments et au droit du Gouvernement et du peuple argentins et pour laquelle nous avons toujours reçu l'appui massif des pays frères. Je me réfère à la question des îles Malvinas.

11. Il ne s'agit pas ici de retracer ce processus historique, comme l'a dit à juste titre le représentant du Royaume-Uni à la Quatrième Commission. Les représentants ici présents connaissent bien la question. Mais, étant donné les débats qui ont eu lieu sur le point 23 à la Quatrième Commission, ainsi que le texte de certains articles de projets de résolution qui y ont été adoptés et qui le seront sans doute maintenant en plénière, ma délégation juge nécessaire d'apporter quelques précisions.

12. L'Argentine est en faveur de l'autodétermination des populations autochtones des territoires coloniaux en général, sauf dans des situations très spéciales comme celle des îles Malvinas où la population argentine autochtone a été arrachée à sa terre par la puissance colonialiste qui y a installé sa propre population.

13. Mais, chose plus importante encore, lorsque l'Argentine a été privée des îles Malvinas en 1833, la justice internationale a été violée et, selon nous, il a été porté atteinte à l'intégrité et à la souveraineté de la jeune République Argentine encore faible; en effet, ces îles ne sont pas très éloignées du continent, mais leur défense aurait nécessité une flotte importante, surtout face à la plus grande puissance navale de l'époque.

14. C'est pourquoi nous nous trouvons en présence d'un cas net d'application du principe de l'intégrité territoriale qui, sans aucun doute, l'emporte sur toute prétendue autodétermination de la population transplantée là par la puissance colonialiste.

15. D'autre part, mon pays considère que, comme l'ont exprimé à la Quatrième Commission la majorité des délégations et comme il ressort du libellé de nombreuses résolutions qui ont été adoptées, les richesses naturelles appartiennent en propre aux populations autochtones des territoires qui ont été envahis et occupés, mais à condition naturellement que lesdites populations aient toujours vécu là ou bien qu'elles puissent retourner dans leur territoire.

16. Dans le cas des îles Malvinas, les richesses naturelles appartiennent à la population qui a été arrachée à son pays; mais en outre, comme il serait logique et comme cela se produit dans le cas de toutes les nations, ces richesses appartiennent aussi de droit au pays auquel les îles Malvinas ont été enlevées par la force, c'est-à-dire la République argentine. C'est un principe inaliénable du droit international que les ressources d'un pays sont sa propriété. Affirmer le contraire serait absurde. C'est pourquoi dans le cas des îles Malvinas et de ses territoires adjacents, toutes les richesses naturelles devront être réservées jusqu'au moment où la question de la souveraineté sera réglée par la restitution, par la Grande-Bretagne, des îles à l'Argentine.

17. Mon pays ne manquera pas de tenir compte, dans toute la mesure du possible, des droits des habitants actuels des îles Malvinas, qui sont protégés par la Constitution et la législation argentines, comme le sont les autres habitants du territoire continental. Il faut évidemment tenir compte de leurs intérêts; en y veillant, l'Argentine s'acquitte aussi de ses obligations conformément aux dispositions de la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale.

18. Cette résolution invitait les Gouvernements britannique et argentin à poursuivre les négociations, étant donné qu'un différend existait entre les deux pays concernant la souveraineté sur les îles Malvinas.

19. Par ailleurs, mon pays comprend qu'il existe, *de facto*, une faible population dans les îles. De plus, nous éprouvons une très grande sympathie pour ces habitants qui vivent dans un climat très froid, rigoureux et venteux, climat semblable à celui que connaissent les habitants de la Patagonie. Tout comme eux et tout comme les habitants de notre territoire continental qui doivent travailler la terre dans des conditions très difficiles, ces populations sont obligées de travailler très dur, ayant le désavantage supplémentaire de se trouver à des milliers de kilomètres de la Grande-Bretagne, ce qui fait qu'elles ne peuvent vraiment compter sur la plupart des commodités qu'apporte la civilisation moderne. C'est la raison pour laquelle l'Argentine les considère avec sympathie. Non seulement certains d'entre eux sont nés dans ces îles et sont, par conséquent, nés Argentins, mais ils possèdent les vertus que nous chérissons.

20. Compte tenu de ce qui a été dit, ma délégation souhaite donc que les négociations bilatérales entamées entre le Royaume-Uni et l'Argentine sur les îles Malvinas, auxquelles le représentant du Royaume-Uni à la Quatrième Commission a fait une référence courtoise, se poursuivent à un rythme accéléré. Ceci est stipulé dans la résolution 3160 (XXVIII) dans laquelle l'Assemblée générale déclare qu'elle est

“*Consciente du fait que la résolution 2065 (XX) indique que la façon de mettre fin à cette situation coloniale est de trouver une solution pacifique au conflit de souveraineté entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni à l'égard desdites îles,*”

et qui demande que l'on accélère les négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni :

“... pour arriver à une solution pacifique du conflit de souveraineté existant entre les deux gouvernements au sujet des îles Falkland (Malvinas);”.

21. Il s'agit donc d'un différend bilatéral entre le Royaume-Uni et l'Argentine, et il faut engager d'urgence des négociations.

22. Respectant l'esprit et la lettre des résolutions précitées, mon pays fait tout son possible pour mener ces négociations à bonne fin tout en dotant la population des îles de services et de moyens de communication meilleurs, ainsi que l'a justement relevé, à la Quatrième Commission, le représentant du Royaume-Uni.

23. Outre ce qui a été dit à l'Assemblée générale, je dois remercier particulièrement le Comité spécial pour l'apport de grande valeur qu'il a fait dans le cas de ce problème délicat. Ses membres dévoués et compétents, son excellent Rapporteur, ainsi que le personnel toujours dévoué du Secrétariat, continuent de collaborer de manière importante qui est tout à leur honneur et contribuent à la recherche de solutions qui satisferaient non seulement nos deux pays mais également la communauté internationale dans son ensemble.

24. L'Argentine souhaite donc que les négociations en cours avec le Royaume-Uni aboutissent aussitôt que possible à un heureux résultat et, pour cela, elle ne juge pas nécessaire de présenter maintenant un nouveau projet de résolution sur les îles. Jusqu'à présent, ayant le droit en notre faveur et avec l'appui massif que nous ont apporté les diverses résolutions des Nations Unies, nous considérons que nous sommes en possession de tous les éléments nécessaires au rétablissement de la justice en ce qui concerne les îles Malvinas, c'est-à-dire leur restitution effective à leur propriétaire légitime, la République argentine.

25. Enfin, c'est la souveraineté qui l'emporte par-dessus tout. C'est pour cela que nous réclamons directement la restitution des îles Malvinas aussi rapidement que possible. Nous avons été satisfaits de constater au cours des discussions dans cette assemblée, les énormes progrès réalisés par le monde dans la lutte déjà légendaire contre le colonialisme. Mon pays espère que la Grande-Bretagne fera preuve de bonne volonté et agira de manière rapide et précise, conformément à la tendance qui s'est manifestée dans le domaine colonial par le changement de politique du Portugal et l'adoption, par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'attitudes réalistes qui, tous, ont été dignes des éloges internationaux unanimes qu'ils ont reçus.

26. L'Argentine espère que, grâce à la compétence et à l'intelligence du Gouvernement et du peuple britanniques, ce problème, qui est aujourd'hui l'un des peu nombreux qui se posent encore en matière coloniale, pourra être résolu de façon satisfaisante sur le plan bilatéral, mais avec l'appui de l'action traditionnelle positive des Nations Unies dans ce domaine.

27. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais informer l'Assemblée que le Libéria, la Mongolie et la République arabe libyenne ont décidé de se porter auteurs des projets de résolution A/L.754 et Add.1 et A/L.755 et Add.1.

28. M. GHELEV (Bulgarie) : Les débats sur la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux se déroulent cette année dans des circonstances

nouvelles. Le démantèlement du système mondial de l'impérialisme, qui représente une des caractéristiques principales de notre temps, s'est accentué par le processus de l'élimination définitive du système colonial. Les principales questions coloniales qui existent encore, et qui sont liées surtout à l'Afrique, ont pris un nouveau développement.

29. Deux facteurs déterminent cette nouvelle situation : en premier lieu, le mouvement de libération nationale a pris une grande ampleur et les régimes coloniaux et racistes ont grand peine à résister à sa poussée. La lutte armée des peuples des territoires coloniaux contre l'oppression, pour la liberté et l'indépendance nationale, marque des succès de plus en plus importants. En second lieu, cette lutte est indissolublement liée à la lutte des forces démocratiques révolutionnaires dans le monde. L'unité d'action de la lutte pour la libération nationale des peuples coloniaux avec les forces progressistes et démocratiques du monde capitaliste et les pays socialistes représente dans son intégrité le processus révolutionnaire mondial, dont la lutte commune est orientée vers l'élimination du joug colonial et néo-colonial.

30. Ce développement est devenu sans aucun doute possible grâce à l'affirmation des tendances positives dans les relations internationales, grâce au triomphe des principes de la coexistence pacifique dans la pratique de ces relations, grâce au changement du rapport des forces en faveur de celles de la paix et du progrès. C'est précisément ce qui caractérise la nouvelle situation dans le domaine de la décolonisation et c'est à juste titre que les Nations Unies peuvent se féliciter des résultats obtenus.

31. Le dernier empire colonial — celui du colonialisme portugais — est en voie de s'effondrer définitivement sous les coups des mouvements de libération nationale dans les territoires portugais. La révolution du 25 avril 1974 du peuple portugais a déclenché la marche irréversible du désintègrement total du système colonial portugais en Afrique. C'est une nouvelle étape décisive et une victoire pour les Nations Unies et pour le monde entier dans la lutte vers l'élimination du colonialisme en Afrique, ainsi que partout ailleurs où subsistent des vestiges du colonialisme.

32. Les résultats de cette lutte sont indiscutablement, non seulement encourageants, mais reflètent aussi un développement d'une importance politique significative. Le nouveau Gouvernement portugais a reconnu le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples des colonies portugaises et s'est déclaré prêt à appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a reconnu également la Guinée-Bissau et a établi des relations diplomatiques avec ce pays. En outre, il a procédé à une série de pourparlers importants avec les mouvements de libération nationale et a signé des accords respectifs.

33. Ce sont là des conquêtes réelles obtenues par la lutte de libération nationale et celle des forces révolutionnaires démocratiques au Portugal qui — en agissant sur des fronts différents et, en même temps communs — combattent ensemble pour la réalisation d'un grand dessein.

34. Pour pouvoir apprécier ces résultats à leur juste valeur, il serait suffisant de nous rappeler quelle était la situation une année auparavant, lors de la discussion de cette question à l'Assemblée générale.

35. L'unique fait encourageant, qui avait certes une grande importance politique pour la lutte contre le colonialisme, c'était la victoire éclatante du peuple de la Guinée-Bissau. Il manquait cependant le résultat de la lutte des forces démocratiques et progressistes, au Portugal lui-même, contre le fascisme portugais. Et quand cela s'est passé cette année, nous avons tous été les témoins du développement rapide sur la voie de la réalisation complète de la Déclaration.

36. Il ne peut y avoir de doute que ces résultats doivent être salués et appuyés par les Nations Unies, les pays Membres et par la communauté internationale tout entière. En fait, c'était le point de vue prédominant, exprimé pendant la discussion générale de la vingt-neuvième session, ainsi qu'à la Quatrième Commission. Ce point de vue fut exprimé d'une manière particulièrement claire par le Président du Conseil suprême de la révolution de la République démocratique Somalie, le général Mohammed Siad Barre, dans son discours devant l'Assemblée générale du 9 octobre quand il a déclaré :

“L'Afrique répondra à la bonne volonté du nouveau régime du Portugal en mettant fin à des décennies d'isolement diplomatique et à des siècles de ressentiment africain envers ces pays.”  
[2262<sup>e</sup> séance, par. 73.]

37. Ce point de vue a été confirmé non moins clairement et catégoriquement par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, M. Salim, dans sa déclaration du 5 décembre de cette année devant la Quatrième Commission — et je cite :

“En 1974, on a pu voir le Portugal accepter l'accession à l'indépendance de la Guinée-Bissau. Le Portugal a également conclu un accord avec le FRELIMO au sujet de la mise en place d'un gouvernement de transition devant permettre de préparer l'accession du Mozambique à l'indépendance en 1975. Un accord analogue a également été conclu en ce qui concerne Sao Tomé-et-Principe.

“... ”

“Le fait que le Portugal a entrepris ces importantes mesures n'est pas seulement réconfortant pour un pays comme la République-Unie de Tanzanie... mais ces mesures justifient également que les restrictions que l'Organisation imposait au régime portugais soient levées. La délégation tanzanienne estime que la communauté internationale doit encourager le processus de décolonisation si correctement entrepris avec tant de compétence par le nouveau régime portugais et qu'aucun obstacle ne doit à aucun niveau venir le compliquer.”

La délégation bulgare partage entièrement ce point de vue et estime qu'il s'agit d'une constatation d'une grande portée politique.

38. D'un autre côté, la déclaration du Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal, M. de Almeida Santos [2305<sup>e</sup> séance], et les informations soumises il y a quelques jours au Secrétaire général de l'ONU par le représentant permanent du Portugal [A/9885], nous permettent d'exprimer la certitude que



la question principale, c'est-à-dire l'octroi de l'indépendance aux territoires coloniaux portugais, trouvera sa solution dans un proche avenir.

39. Les succès sur la voie de la décolonisation se rapportant à la Guinée-Bissau, au Cap-Vert, au Mozambique, à Sao Tomé-et-Principe et à l'Angola, se trouvent en contraste éclatant avec la situation en Namibie et en Rhodésie du Sud. La lutte armée des peuples de la Namibie et du Zimbabwe, sous la conduite de leurs mouvements de libération nationale, continue de prendre de l'ampleur. Le prestige des mouvements de libération nationale en tant que seuls représentants légitimes de leurs peuples ne cesse de s'accroître. La juste cause des peuples de la Namibie et du Zimbabwe est soutenue par un nombre de pays toujours plus grand.

40. Il est évident pour tous que ce contraste s'exprime dans la continuation de la politique des régimes racistes de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud, politique qui viole les droits légitimes et inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de la Namibie et du Zimbabwe. L'Afrique du Sud et le régime minoritaire de la Rhodésie du Sud, bien qu'ils se trouvent en plein isolement international, continuent à s'obstiner dans leur politique rétrograde, niée par le cours de l'histoire.

41. Cependant, la pression de la communauté internationale contre les régimes racistes et colonialistes s'est manifestée d'une manière encore plus énergique à la présente session. Les mesures prises par l'Assemblée générale à l'encontre de l'Afrique du Sud représentent un sévère avertissement aux régimes racistes et colonialistes aussi bien qu'à ceux qui les soutiennent.

42. Cette position de l'ONU coïncide avec la politique inébranlable et conséquente contre le colonialisme poursuivie par l'Organisation de l'unité africaine, les pays non alignés ainsi que des organisations non gouvernementales aussi représentatives que le Congrès mondial des forces de paix, qui s'est tenu à Moscou en octobre dernier, le Conseil mondial de la paix et l'Organisation pour la solidarité avec les peuples d'Afrique et d'Asie. Il conviendrait d'ajouter à tout cela le soutien inconditionnel et conséquent des pays de la communauté socialiste aux peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance.

43. La position de certains milieux impérialistes, qui continuent à encourager les régimes racistes et colonialistes en Afrique australe, se trouve en pleine contradiction avec cette politique. Sous ce rapport, les activités des monopoles impérialistes étrangers est particulièrement nuisible, car ces derniers constituent maintenant et sans exception l'appui principal des régimes racistes. C'est pourquoi l'ample lutte anticolonialiste et anti-impérialiste des peuples, des mouvements de libération nationale et des Nations Unies, acquiert aujourd'hui une importance grandissante.

44. Ayant analysé l'activité du Comité spécial de la décolonisation au cours de l'année 1974, la délégation bulgare considère que celui-ci a effectué, une fois de plus, un travail extrêmement utile pour l'orientation de la lutte anticolonialiste de l'Organisation dans la bonne direction, c'est-à-dire avant tout vers l'action. Les décisions du Comité spécial sur tous les territoires coloniaux, sur l'activité des monopoles

étrangers impérialistes dans ces territoires, les décisions relatives à l'activité militaire des pays colonialistes et les pays administrants sur le rôle des institutions spécialisées dans le domaine de la décolonisation et autres, représentent une contribution importante en vue d'activer les travaux de l'ONU dans le domaine de la décolonisation et de la lutte contre le racisme et l'*apartheid*.

45. En même temps, l'analyse faite par le Comité spécial sur les causes qui retardent le processus de décolonisation, sur les principaux obstacles qui se trouvent sur le chemin de la décolonisation prête à ce que l'attention de l'opinion publique mondiale puisse se concentrer précisément sur ces problèmes.

46. En soulignant l'activité fructueuse du Comité spécial pour l'année 1974, la délégation bulgare ne saurait manquer de faire ressortir la direction énergique et compétente des travaux du Comité, qui a été assumée par le représentant de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'ONU, M. Salim, avec la même maîtrise et la même sagesse depuis trois années déjà. Au nom de la délégation bulgare, je voudrais saisir cette occasion pour lui présenter nos félicitations cordiales pour cette activité remarquable ainsi que pour la coopération active et sincère qu'il nous a toujours témoignée dans le cadre des travaux du Comité spécial.

47. La Bulgarie socialiste, fidèle à sa politique invariable et conséquente, continuera comme toujours d'apporter son plein appui et son aide aux peuples qui luttent contre le colonialisme, le racisme et l'*apartheid* et à leurs mouvements de libération nationale. En sa qualité de membre du Comité spécial pour l'application de la Déclaration, la Bulgarie continuera d'apporter sa contribution active pour aider les activités des Nations Unies visant à la pleine élimination du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid* sous toutes ses formes et manifestations.

48. Nous croyons qu'à la base de l'expérience accumulée jusqu'à présent et des résultats obtenus, le Comité spécial se doit et peut élaborer des mesures plus concrètes pour l'application de la Déclaration dans tous les territoires coloniaux et sous dépendance. Cela pourrait comprendre des mesures telles, par exemple, que la fixation d'un délai donnant la possibilité aux peuples coloniaux d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance en accord avec la Déclaration; une analyse approfondie des causes véritables qui mettent en échec la pleine et pressante application de la Déclaration et la préparation d'un rapport à ce sujet, rapport qui pourrait être soumis à la considération de l'Assemblée générale à sa trentième session un rapport analytique sur l'activité des institutions spécialisées et autres organisations internationales ayant trait au processus de la décolonisation, ainsi qu'un rapport sur les mesures concrètes qui devraient être adoptées dans ce domaine par l'Assemblée générale à sa trentième session.

49. Toutes ces mesures, avec d'autres semblables, proposées durant la présente discussion, aideront aussi bien le Comité spécial dans son travail futur, que la mise en œuvre définitive des nobles buts énoncés dans ce document historique des Nations Unies, à savoir la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et à l'élimination complète du système colonial sur notre planète.

50. M. BELEN (Turquie) : La Déclaration historique du 14 décembre 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux avait suscité à l'époque un immense espoir chez tous les peuples soumis à la domination étrangère. On s'attendait à ce qu'elle soit appliquée sans réserve ni conditions dans une atmosphère de paix et de compréhension mutuelle, car, il s'agissait avant tout d'octroyer à ces peuples leur droit le plus légitime de disposer d'eux-mêmes et d'assurer la réalisation du respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ni de religion. Malgré certains objectifs limités atteints après de nombreux sacrifices, il nous a fallu attendre 14 ans pour voir ce qui semblait impossible alors devenir progressivement possible. Pour ceux qui, comme nous, ne nourrissaient aucun doute sur l'irréversibilité du phénomène de la décolonisation, les changements intervenus récemment dans la situation des territoires colonisés en Afrique australe n'ont pas constitué une surprise.

51. Nous avons applaudi l'effondrement de l'ancien régime au Portugal comme une victoire commune des peuples opprimés de ces territoires et des forces démocratiques du Portugal. Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre satisfaction devant les importantes et courageuses décisions prises par le nouveau Gouvernement portugais pour assurer l'accession rapide et pacifique des peuples des territoires sous son administration à l'autodétermination et à l'indépendance. Nous sommes très heureux de féliciter tout particulièrement les mouvements de libération nationale de ces territoires qui ont rendu possible, par leur résistance et leur dévouement, la réalisation des vœux que nous n'avons cessé de formuler depuis un quart de siècle.

52. Le Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal, M. de Almeida Santos, dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale le 3 décembre 1974 [2305<sup>e</sup> séance], ne nous a laissé aucun doute sur la bonne volonté et la ferme intention du Gouvernement portugais de liquider définitivement ce qui lui reste de l'héritage colonialiste. L'exposé détaillé qu'il nous a fait et les contacts qui se déroulent entre les parties intéressées indiquent qu'après la Guinée-Bissau, le Mozambique, l'Angola, le Cap-Vert et les îles de Sao Tomé-et-Principe pourront aussi accéder à l'indépendance vers le milieu de l'an prochain.

53. Pour faciliter cette phase de transition et afin de préparer les nouveaux Etats à résister, dans les meilleures conditions, aux premières épreuves de l'indépendance, il nous incombe, en tant que Membres de l'ONU, de grandes responsabilités. Pour le redressement des économies déjà ruinées par une longue guerre dans ces territoires, une assistance économique et technique de plus grande envergure est nécessaire et même indispensable. Nous espérons que les organes compétents de l'Organisation, ainsi que les pays riches, feront de leur mieux pour l'exécution des paragraphes pertinents des projets de résolution qui ont été approuvés à la Quatrième Commission et qui seront adoptés, nous en sommes sûrs, à l'unanimité par l'Assemblée générale.

54. La Turquie, pour sa part, est prête à faire tout son possible pour aider les nouveaux gouvernements à construire leur avenir.

55. Le développement positif enregistré dans le domaine de la décolonisation au cours de l'an passé ne se limite heureusement pas à celui que je viens de citer. Au Papua-Nouvelle-Guinée et à Nioué, les dernières retouches ont été faites sur la voie qui conduit les peuples de ces territoires à l'indépendance. Les efforts sincères des Gouvernements australien et néo-zélandais tendant à faciliter et à hâter ce processus d'autodétermination sont louables. Nous nous en félicitons. Nous nous félicitons, d'autre part, du changement positif qui s'est produit dans l'attitude des deux Puissances administrantes, à savoir les Etats-Unis et le Royaume-Uni, vis-à-vis de leurs responsabilités envers les peuples qu'ils administrent et envers le Comité spécial. Nous espérons qu'ils continueront à collaborer avec le Comité spécial et ses missions de visite pour le bien-être des peuples qui se trouvent encore sous leur administration.

56. Avant de terminer cette partie optimiste de ma déclaration, qu'il me soit permis d'exprimer les remerciements de ma délégation au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, et au Président du Comité spécial, M. Salim, pour les efforts qu'ils ont déployés, avec tant de succès, en vue de concilier les anciens adversaires.

57. Si des changements importants et encourageants se sont effectivement produits au cours de cette année en ce qui concerne les territoires que je viens de mentionner, la situation en Rhodésie du Sud et en Namibie semble, au contraire, s'aggraver de jour en jour, comme l'indiquent les rapports du Comité spécial et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Le régime illégal et raciste de Salisbury poursuit sa politique de ségrégation et d'oppression en procédant à des détentions massives, à des expulsions et en harcelant le peuple innocent du Zimbabwe.

58. Ma délégation est plus que jamais convaincue que la chute de ce régime inhumain est inévitablement très proche. Son isolement politique et économique dans le monde est condamné à s'amplifier avec l'accession des pays voisins à l'indépendance.

59. Dans cette circonstance, l'application stricte des sanctions du Conseil de sécurité revêt une importance primordiale. La Turquie, qui n'a établi aucune relation, de quelque sorte que ce soit, avec le régime d'Ian Smith, continue à respecter scrupuleusement les sanctions obligatoires. Très récemment, et sur l'information qu'il a reçue du Secrétaire général, le Gouvernement turc a donné les instructions nécessaires à ses agents consulaires pour prévenir l'entrée en Turquie des représentants de la Rhodésie du Sud à l'occasion de la réunion de la Fédération universelle des associations d'agences de voyage, qui s'est tenue à Istanbul au mois de novembre. L'application rigoureuse des sanctions doit sans doute accélérer la réunion d'une conférence constitutionnelle nationale prévue dans les résolutions précédentes de l'Assemblée générale ainsi que dans le projet de résolution adopté il y a quelques jours à la Quatrième Commission [voir A/19940, par. 13, projet de résolution 1].

60. Nous souhaitons sincèrement que les négociations entamées à Lusaka, entre les Présidents de la

Zambie, de la République-Unie de Tanzanie et du Botswana, la semaine passée, auxquelles, d'après les nouvelles de la presse mondiale, participèrent les représentants des mouvements de libération du Zimbabwe ainsi que ceux de M. Smith, aboutissent à l'établissement d'un nouveau régime qui garantira les droits légitimes du peuple autochtone du Zimbabwe.

61. Un autre régime raciste en Afrique australe, qui persiste d'une manière incompréhensible dans sa politique d'*apartheid*, qui n'est rien d'autre qu'un crime contre l'humanité, persévère aussi dans son occupation illégale de la Namibie, territoire mis depuis 1966 sous l'administration des Nations Unies. Nous constatons avec indignation que les bons offices du Secrétaire général et de son représentant auprès du Gouvernement sud-africain et les efforts déployés depuis lors par plusieurs organes des Nations Unies pour convaincre ce gouvernement de se conformer à la décision juridique de la Cour internationale de Justice de la Haye et à celle du Conseil de sécurité, n'ont donné aucun résultat positif. Il est de la responsabilité de la communauté internationale de faire sentir aux dirigeants de ces pays que l'aspiration à la liberté et à la dignité humaine ne peut être étouffée ni par des méthodes policières ni par le recours à la force militaire. Une action concrète dans ce sens par les Membres de l'ONU s'impose d'urgence.

62. Ma délégation se félicite de voir augmenter le nombre des pays qui se déclarent en faveur des sanctions prises contre l'Afrique du Sud et espère qu'ils le prouveront aussi dans leurs actes en imposant surtout l'embargo sur les armes, en interdisant les investissements en Namibie, en un mot, en isolant le gouvernement minoritaire du reste du monde. Il faut, d'autre part, soutenir moralement et matériellement la lutte héroïque du peuple namibien. Ma délégation, qui est membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a été témoin de très près de l'activité effective et utile du South West Africa People's Organization [SWAPO] et estime que ce mouvement mérite l'appui international. Les contributions des Etats Membres au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et à l'Institut pour la Namibie serviront à renforcer ce mouvement de libération dans sa tâche de formation de l'avenir de la Namibie.

63. Pour conclure, permettez-moi de répéter les vœux les plus sincères de ma délégation pour le succès et la prospérité des nouvelles nations avec lesquelles mon pays se prépare dès maintenant à coopérer pleinement, au sein de l'Organisation, et à entretenir les liens amicaux les plus étroits sur le plan bilatéral.

64. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais informer l'Assemblée que la Jamaïque s'est portée auteur du projet de résolution A/L.754 et Add.1 ainsi que du projet A/L.755 et Add.1.

65. M. CHUANG Yen (Chine) (*interprétation du chinois*) : A l'heure actuelle, la situation internationale évolue dans un sens de plus en plus favorable aux pays et aux peuples du tiers monde dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie. Les pays du tiers monde deviennent chaque jour de plus en plus dynamiques et forts. Par leur unité et leur entraide mutuelle, ils sont devenus ainsi une force très importante qui fait avancer le cours de l'histoire. La lutte des peuples d'Indochine contre l'agres-

sion des Etats-Unis et pour la sauvegarde nationale, la lutte des peuples arabes et palestiniens contre l'agression sioniste israélienne, la lutte des peuples africains contre le colonialisme et le racisme pour la libération nationale, et la lutte des pays du tiers monde pour défendre leur indépendance, leur souveraineté et leurs ressources naturelles contre l'exploitation et le pillage impérialistes, se renforcent de jour en jour. Tous ces peuples ont remporté des victoires éclatantes. S'aidant les uns les autres, les luttes de ces pays forment un courant puissant qui s'abat sur l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie, et ébranle le vieil ordre mondial. Il ne faut donc pas s'étonner si le représentant d'une superpuissance s'est plaint l'autre jour que le monde était renversé. Les jours sont révolus où les superpuissances pouvaient faire ce que bon leur semblait sur le plan international.

66. Sous l'effet de cette situation favorable, les mouvements de libération nationale d'Afrique ont fait des progrès rapides. Après une longue lutte armée, le peuple de Guinée-Bissau a finalement remporté la victoire et a proclamé l'année dernière, la naissance glorieuse de la République de Guinée-Bissau. Après une décennie de lutte armée héroïque, le peuple du Mozambique a formé un gouvernement provisoire. Le mouvement de libération de Sao Tomé-et-Principe a conclu un accord d'indépendance avec le Portugal. Encouragés par la nouvelle situation, les populations de l'Angola, du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Azanie continuent leur lutte, y compris la lutte armée, contre l'ennemi et poursuivent leur avance victorieuse. Les pays veulent leur indépendance, les peuples aspirent à la libération et à la révolution. Telle est la marche de l'histoire à laquelle aucune force réactionnaire ne saurait faire obstacle.

67. Le développement rapide et vigoureux des mouvements révolutionnaires d'Afrique australe a semé la panique dans les rangs des racistes et des colonialistes, qui éprouvent de plus en plus de difficultés à se maintenir à flot. Ils ont maintenant recours à la répression armée et à des machinations contre les populations de l'Afrique australe afin de sortir de l'isolement et de consolider leur régime ébranlé. Les colonialistes et les racistes ont recours aux tactiques contre-révolutionnaires. Les propositions avancées il y a peu de temps par les régimes racistes de l'Afrique australe en vue de prétendus pourparlers avec d'autres groupes de la population de la Namibie ne sont qu'une manœuvre destinée à perpétuer leur occupation illégale de la Namibie.

68. L'expérience historique montre que la lutte de libération nationale est une lutte ardue et il est évident que cette lutte se heurtera aux obstacles semés par les impérialistes et les colonialistes. Dans toutes les circonstances, il est indispensable d'avoir recours à la révolution et aux tactiques révolutionnaires pour faire opposition aux forces contre-révolutionnaires. L'expérience montre également que le colonialisme n'acceptera jamais de s'effacer volontairement dans la marche de l'histoire. Si on ne l'attaque pas, il ne tombera pas. En dernière analyse, la naissance de la République de Guinée-Bissau et la conclusion de l'accord relatif au Mozambique sont le fruit d'une lutte armée prolongée menée par les deux peuples en question. Depuis la chute de la dictature fasciste de Caetano, sous des pressions exercées

tant dans ce pays qu'à l'étranger, le nouveau régime portugais a commencé à reconnaître le droit à l'indépendance des populations des colonies portugaises. Cela est la manifestation d'une tendance générale. Toutefois, la décolonisation des anciennes colonies portugaises n'est pas encore achevée. La lutte des populations des autres territoires colonisés d'Afrique australe doit se poursuivre. La lutte de libération nationale des populations du Sahara espagnol, des îles Comores, des Seychelles et des autres régions qui n'ont pas encore atteint l'indépendance s'intensifie. Les nations et les peuples opprimés ne peuvent compter que sur leur propre force et doivent s'organiser avec l'aide des masses et avec l'appui de tous les pays épris de paix et de justice de par le monde en vue d'assurer la victoire des mouvements de libération nationale.

69. Les victoires déjà remportées doivent être consolidées grâce à la lutte et à la vigilance des peuples en question. Cela a été dit sans équivoque par un dirigeant du FRELIMO lorsqu'il a déclaré : « Nous avons saisi le pouvoir politique par la force des armes et nous devons le consolider par la force des armes... Le cours des événements ne s'arrêtera pas, mais la lutte désespérée contre ce courant ne s'arrêtera pas non plus... Les peuples remporteront la victoire s'ils font preuve de vigilance. »

70. En dernière analyse, la lutte armée est la forme la plus indispensable de lutte pour la libération nationale, mais elle ne doit pas empêcher les négociations, si les conditions s'y prêtent. Parfois, les négociations sont une solution de rechange et elles peuvent même représenter une forme de lutte. Au cours des négociations, les intérêts fondamentaux des peuples doivent être protégés. Les forces armées des populations doivent être renforcées et non pas affaiblies. L'expérience acquise pendant la lutte armée montre que les peuples révolutionnaires demeureront invincibles, et que le colonialisme sera enfin vaincu par les masses si elles renforcent leur unité, persévèrent dans la lutte et font preuve d'une plus grande vigilance.

71. Il convient de souligner en particulier que pour remplacer l'ancien ordre colonialiste et parvenir à une hégémonie mondiale, les deux superpuissances ont recours à tous les moyens possibles, y compris les tactiques d'affaiblissement, les menaces ou les supercheries pour réprimer et anéantir les mouvements de libération nationale. Pendant très longtemps, une superpuissance a eu recours aux menaces et a utilisé son droit de veto au Conseil de sécurité pour aider les régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe. Les peuples d'Afrique connaissent bien ces manœuvres. L'autre superpuissance, brandissant la bannière de l'anticolonialisme, a organisé des activités de sabotage contre les mouvements de libération nationale. Elle s'ingère dans les affaires intérieures des mouvements de libération, les incite à la dissension et porte atteinte à leur unité. Elle lance constamment des allégations fallacieuses pour obnubiler les peuples qui luttent et promouvoir sa politique d'hégémonie. Elle a chanté les louanges d'une détente non existante, en affirmant que la politique progressive de détente a créé des conditions plus favorables pour les mouvements de libération nationale. Selon ces allégations, les victoires remportées par les peuples coloniaux ne seraient pas le résultat de leur propre lutte acharnée,

mais simplement un service rendu par les deux superpuissances grâce à la détente politique. N'est-ce pas là un mensonge ? Autrement dit, on demande aux peuples coloniaux de renoncer à leur lutte armée contre le colonialisme et de pratiquer la prétendue détente afin de les soumettre davantage à l'esclavage et à l'assujettissement. Vu les conditions dans lesquelles les peuples coloniaux ont été privés de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance par les impérialistes et les colonialistes, le seul moyen qu'ils ont de se libérer est de mener une lutte armée et non de faire confiance à la détente. En fait, les deux superpuissances savent bien qu'il n'y a jamais eu de véritable détente. En chantant les louanges de la détente, elles essaient simplement de camoufler la rivalité qui existe entre elles et d'aveugler les peuples coloniaux dans leur lutte de libération nationale. N'est-ce pas là une supercherie ?

72. Le peuple chinois partage les souffrances des peuples coloniaux car il a, lui aussi, connu l'impérialisme, le colonialisme, l'agression, la répression et le pillage. Le peuple chinois a une sympathie immense pour les peuples colonisés qui souffrent encore du colonialisme et de l'oppression. Le Gouvernement et le peuple chinois continueront d'appuyer les peuples colonisés qui luttent en Afrique et ailleurs pour l'indépendance et la libération nationale. Malgré leurs victoires importantes contre l'impérialisme et le colonialisme, les peuples coloniaux ont encore beaucoup à faire. Le chemin est ardu, mais l'avenir est radieux. Nous sommes convaincus qu'aussi longtemps que les peuples colonisés demeureront unis, persévéreront dans leur lutte et feront preuve de vigilance, ils remporteront la victoire contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme. Le fléau du colonialisme sera vaincu et les peuples colonisés seront victorieux.

73. M. ABDEL MEGUID (Egypte) [*interprétation de l'arabe*] : La décolonisation sous toutes ses formes, qui fait l'objet du point examiné actuellement par l'Assemblée générale est l'idée fondamentale sur laquelle reposent la Charte des Nations Unies et ses principes. La décolonisation signifie la souveraineté de l'homme, sa souveraineté en tant que citoyen, sa souveraineté sur ses ressources et sa souveraineté sur tout ce qui a trait à sa destinée et à son avenir. C'est là qu'apparaît la relation organique entre la décolonisation et la Charte des Nations Unies. Si l'Organisation ne sauvegardait pas le droit des peuples à la souveraineté, elle agirait donc à l'encontre de son concept initial, à savoir l'universalité. L'universalité est loin de vouloir réserver le droit à la souveraineté à une élite alors que certains peuples doivent sacrifier leur souveraineté pour que d'autres en jouissent.

74. Bien que ce concept soit clair et juste et qu'il représente un idéal, d'aucuns continuent de croire que seule une élite doit exercer le droit à la souveraineté, droit dénié aux autres, c'est-à-dire aux masses. En Namibie, en Rhodésie du Sud, la dignité de l'homme est bafouée au nom de concepts racistes et archaïques basés sur la différence de couleur de la peau et de race. Ainsi, en Rhodésie du Sud et en Namibie, les autochtones sont traités en créatures semi-humaines dont la seule tâche consiste à servir le colon blanc, parfois même au prix de leur vie.



75. En Namibie et en Rhodésie du Sud, les autochtones n'ont pas le droit de se gouverner eux-mêmes et, par conséquent, le règne de la minorité prévaut, minorité prétendant représenter la civilisation et la démocratie. N'est-ce pas là le summum de la contradiction et du paradoxe ? En Namibie, la communauté internationale a confié à l'Afrique du Sud la tâche d'administrer ce territoire et de mener son peuple à l'indépendance. Le résultat a été que l'Afrique du Sud a failli à cette tâche. Elle a colonisé ce territoire et a même nié à la communauté internationale le droit et la compétence de discuter avec elle ses actes de violation du droit ou d'intervenir pour mettre fin à la situation prévalant en Namibie et accorder aux autochtones de ce territoire le droit à se gouverner eux-mêmes.

76. En Rhodésie du Sud, une minorité blanche a proclamé, par la force, une indépendance unilatérale. Depuis près de 10 ans, un quart de million de Blancs imposent leur gouvernement à 5 millions d'Africains. Si une personne élève la voix pour revendiquer ses droits, elle est jetée en prison.

77. Ce qui se passe à l'heure actuelle en Rhodésie du Sud et en Namibie se déroule également, d'une façon ou d'une autre, dans d'autres territoires plus petits sous le prétexte que certains d'entre eux ne sont pas, matériellement et pratiquement, en mesure de se gouverner eux-mêmes dans le cadre d'une entière souveraineté juridique et politique.

78. La situation ne se limite pas au rejet du droit à la souveraineté politique des peuples des territoires coloniaux. Les forces du colonialisme sont allées bien au-delà en exploitant les peuples de ces territoires et en leur déniaient leur droit à la souveraineté sur leurs propres ressources naturelles. Les forces du colonialisme dans ces territoires font en sorte d'exploiter le maximum de ressources naturelles dans le minimum de temps, tandis que les peuples de ces territoires vivent dans la pauvreté et dans des conditions de sous-alimentation.

79. La preuve évidente de cette stratégie est révélée par les rapports des Nations Unies sur la Namibie, et je cite de la section sur les mines d'un rapport récent du Conseil des Nations Unies pour la Namibie :

*[L'orateur poursuit en anglais.]*

"D'après le rapport de la De Beers pour 1970, la Consolidated Diamond Mines a extrait 11 millions de tonnes de minéraux pendant l'année, et a produit 1,7 million carats de diamants. La teneur moyenne en diamant est donc de 0,09 carat par tonne, chiffre qui correspond à une diminution et indique un appauvrissement de cette source de diamant. Les activités de la De Beers remontent à 1920... On a signalé qu'au rythme actuel d'exploitation, les gisements de diamants seraient épuisés en 20 ans."

*[L'orateur reprend en arabe.]*

80. Il est à regretter que, dans le cadre de ce complot, certains intérêts étrangers collaborent avec les forces du colonialisme de sorte que cette collaboration s'est transformée en une relation organique entre les forces du colonialisme et les investissements étrangers. C'est ainsi que les forces du colonialisme mettent à la disposition des intérêts étrangers les ressources naturelles et les richesses des peuples des territoires colonisés; en contrepartie, les intérêts étrangers, par

leurs investissements, essaient de renforcer la mainmise du colonialisme sur ces territoires. D'aucuns prétendent qu'il n'est pas juste de dire que les investissements étrangers dans les territoires colonisés sont un mal et qu'ils vont à l'encontre des intérêts des peuples de ces territoires. La réponse à ces allégations est une réponse fondée sur un principe. La souveraineté des peuples colonisés sur leurs ressources doit être respectée. C'est par l'exercice de leur souveraineté que ces peuples peuvent être la seule autorité pour définir la façon dont leurs ressources naturelles doivent être exploitées sur le plan pratique.

81. Des intérêts étrangers, en collaboration avec les forces du colonialisme, concentrent leur action sur les industries d'extraction de minerais, ce qui revient à dire qu'ils n'essaient pas de créer une base économique dans ces territoires, qu'il s'agisse de l'implantation d'industries de transformation des produits agricoles ou autres. J'ajouterai à cela que la main-d'œuvre locale est également l'objet d'abus, car les ouvriers touchent les salaires les plus bas possibles et travaillent dans les conditions les plus difficiles dans le contexte de l'exploitation des ressources de ces territoires. Il s'agit donc d'une exploitation à la fois humaine et économique. Même lorsque les forces du colonialisme, en coopération avec les investissements étrangers, ont envisagé de mettre à exécution un plan économique dont bénéficieraient les habitants de ces territoires — tel que le barrage de Cabora Bassa ou le projet du fleuve Cunene — la portée de ces projets est très vite apparue clairement, car on a vu que l'objectif principal poursuivi était d'expulser les autochtones qui pouvaient en profiter et de les remplacer par des colons blancs. Ainsi, il s'agissait d'une sorte de néo-colonialisme d'implantation de nouveaux colons, renforcé par une alliance raciste représentée par l'axe Afrique du Sud-Rhodésie du Sud.

82. Malgré cette situation, malgré l'action des forces opposées à la décolonisation, la lutte des peuples des territoires colonisés, lutte juste et légitime, représente une lueur d'espoir faisant augurer la fin de l'ère coloniale. Les Nations Unies, à cet égard, continuent de représenter l'appui fondamental qui peut être apporté à la lutte de ces peuples. Le fait que l'ONU ait permis aux représentants des mouvements de libération nationale et aux représentants des petits territoires de participer aux délibérations portant sur la décolonisation est un pas en avant vers la liquidation du colonialisme. C'est un pas important, car il signifie que la communauté internationale ne s'érige pas en tuteur de ces colonies, mais qu'elle est prête à écouter les représentants des peuples de ces territoires parler de questions touchant leur souveraineté et leur avenir. La communauté internationale n'est pas seulement prête à écouter les représentants de ces peuples, mais elle entend répondre à leurs désirs et à leur volonté, car ce sont eux qui ont raison.

83. Tout ce qui a été réalisé aux Nations Unies par les missions de visite envoyées par le Comité spécial dans des territoires tels que Nioué, le Papua-Nouvelle-Guinée, démontre clairement l'importance que revêtent ces missions, car elles établissent un lien direct entre les peuples de ces territoires colonisés et la communauté internationale, lien cons-

titué par les principes du droit, de la justice et de la souveraineté. Grâce à la lutte juste et légitime menée par les peuples des territoires colonisés avec l'appui des Nations Unies, nous sommes heureux à l'heure actuelle de constater les résultats positifs obtenus dans le domaine de la décolonisation. L'indépendance de la Guinée-Bissau et son accession à la qualité de Membre des Nations Unies sont le trait le plus saillant de l'année 1974.

84. La délégation égyptienne se félicite de l'avènement au Portugal d'un régime progressiste qui n'épargne aucun effort pour décoloniser ses territoires, qui, pendant près de 500 ans, ont souffert du joug colonial. La délégation égyptienne espère ardemment voir l'Angola, le Mozambique, les îles du Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe accéder à l'indépendance, de sorte que tous les territoires portugais seront devenus indépendants et que l'Organisation aura ainsi véritablement atteint l'universalité.

85. La délégation égyptienne apprécie la politique progressiste appliquée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande au Papua-Nouvelle-Guinée et à Nioué. Nous espérons que ces pays seront représentés ici parmi nous très bientôt, participant au maintien de la paix, au renforcement et à la défense du droit des peuples à l'autodétermination.

86. La délégation égyptienne accueille favorablement la politique de la France dans l'archipel des Comores. Nous espérons voir ces îles devenir indépendantes très bientôt conformément au principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

87. Nous voyons avec satisfaction les tendances de la démarche politique dans les Seychelles sur la voie de l'indépendance.

88. Nous sommes très heureux de constater la tendance à l'unité au sein des mouvements de libération du Zimbabwe, due à la prise de conscience de ses dirigeants, aux conseils et aux efforts constructifs des chefs d'Etat du Botswana, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie. A ce propos, la délégation égyptienne proclame, du haut de cette tribune que l'Égypte est prête à apporter toute l'aide bilatérale ou multilatérale destinée à renforcer l'indépendance des peuples de ces territoires. A cette occasion, la délégation égyptienne tient à féliciter le Comité spécial pour la sage politique adoptée par ce comité sous la présidence du représentant de la République-Unie de Tanzanie, M. Salim. Les résultats positifs auxquels nous nous sommes référés sont dus à l'effet catalyseur des efforts des Nations Unies pour parvenir à la décolonisation.

89. La délégation égyptienne estime qu'il est nécessaire, en premier lieu, de soutenir par tous les moyens la lutte juste et légitime des peuples des territoires coloniaux.

90. Deuxièmement, il convient de suivre une stricte politique de boycottage à l'encontre de la Rhodésie du Sud, ce qui n'est possible qu'en appliquant des sanctions également à l'Afrique du Sud.

91. Troisièmement, le Gouvernement britannique — responsable de ce qui se passe maintenant en Rhodésie du Sud — doit prendre l'initiative de mettre fin à la domination de la minorité dans ce pays. Le Gouvernement britannique est en mesure de réaliser cet objectif s'il y est suffisamment résolu. Nous sui-

vons avec grand intérêt l'évolution de la Rhodésie du Sud et nous estimons que toute conférence constitutionnelle pouvant se tenir là-bas doit être fondée sur le principe du gouvernement de la majorité.

92. Quatrièmement, les puissances administrantes des territoires non autonomes doivent permettre aux missions des Nations Unies de visiter ces territoires afin de recueillir des renseignements directs sur le statut de ces populations, afin que les Nations Unies puissent mieux comprendre leurs intérêts et leurs aspirations.

93. Cinquièmement, nous estimons que les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales devraient, dans les domaines de leur compétence et de toutes les façons possibles, œuvrer en vue de la liquidation du colonialisme.

94. Sixièmement, elles devraient accorder le statut d'observateur permanent aux mouvements de libération nationale. C'est à notre sens une mesure essentielle qui aura pour effet de faire participer les peuples des territoires colonisés à l'élaboration de la politique de leur pays et au processus d'autodétermination.

95. Septièmement, les organismes des Nations Unies responsables de l'information devraient jouer un rôle important dans la décolonisation, soit en mobilisant l'opinion publique mondiale contre les forces du colonialisme et du racisme, soit en créant des contacts entre les Nations Unies et les territoires colonisés, en matière d'information.

96. Huitièmement, tous les Etats Membres des Nations Unies devraient participer à la formation et à l'éducation des ressortissants des territoires colonisés. C'est une source de fierté pour l'Égypte que certains ressortissants des territoires colonisés fassent des études dans nos instituts techniques et dans nos universités, notamment dans les facultés de médecine, dans les facultés scientifiques et dans celles qui se préoccupent des problèmes relatifs à l'administration.

97. Neuvièmement, les Nations Unies devraient mettre fin par tous les moyens à la spoliation des peuples coloniaux de leurs ressources naturelles, même s'il est nécessaire d'avoir recours à la Cour internationale de Justice pour examiner la légitimité des investissements étrangers et la possibilité d'indemniser les populations de ces territoires lorsqu'ils ont été privés de leurs richesses.

98. Parlant de la décolonisation, la délégation égyptienne tient à mettre l'accent sur l'admiration que lui inspire le Président de l'Assemblée, M. Abdelaziz Bouteflika. Nous savons tous le rôle positif qu'il a joué dans le renforcement des droits des peuples des territoires colonisés. Je voudrais citer ici la position qu'il a prise aux côtés de la majorité qui souhaitait expulser la délégation raciste de l'Afrique du Sud et l'empêcher de participer aux travaux de cette session.

99. Le colonialisme et l'expansion sont la cause principale des souffrances de l'humanité et la raison de guerres nombreuses. La seconde guerre mondiale nous en fournit l'exemple le plus récent et le plus amer. C'est une folie que de continuer à vouloir susciter de nouvelles guerres en exploitant l'homme par l'homme. Le colonialisme et l'occupation sont un mal et un fléau, car il n'est pas naturel ni normal que l'homme exploite l'homme. Par conséquent, le colo-

nialisme et l'occupation sont voués à s'éteindre tôt ou tard : tels sont les enseignements de l'histoire depuis l'apparition de l'homme sur la terre.

100. M. TIKHONOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) [*interprétation du russe*] : Les années 70 entrent dans l'histoire des relations internationales comme une période de détente, comme un tournant dans la guerre froide qui est abandonnée pour la reconnaissance du principe de la coexistence pacifique des Etats aux systèmes sociaux différents.

101. Les modifications positives intervenues dans l'arène internationale créent les prémisses nécessaires à la lutte des forces démocratiques et progressistes en faveur de la libération sociale et nationale. Ce n'est pas un hasard si c'est précisément dans un climat de détente que les forces des mouvements de libération nationale ont connu des succès réels dans leur lutte pour l'indépendance, pour le renforcement de la souveraineté nationale et pour l'élimination des derniers foyers du colonialisme.

102. L'effondrement du régime fasciste au Portugal et la chute du dernier empire colonial en sont d'évidents témoignages. En même temps, ces événements sont intimement liés; l'un et l'autre ont été déterminés tant par la lutte des forces progressistes démocratiques à l'intérieur du Portugal que par le combat héroïque des peuples de Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola pour leur liberté et l'indépendance.

103. L'expérience de la vie internationale démontre à l'envi que de nos jours, les pays du socialisme, les pays en développement, les mouvements internationaux de travailleurs et les mouvements de libération nationale peuvent agir de plus en plus sur la vie internationale dans l'intérêt de la paix et du progrès et dans celui de la libération nationale et sociale, s'ils agissent de façon positive et unifiée.

104. Mais l'expérience de la vie internationale indique, à l'opposé, que les forces de l'impérialisme, du colonialisme et du racisme, n'abandonnent pas leurs positions sans combat. Par tous les moyens, elles s'efforcent de les conserver, et la situation intolérable à laquelle on assiste en Afrique australe en porte témoignage. C'est là que les régimes racistes de l'Afrique australe et de la Rhodésie du Sud, ainsi que d'autres colonialistes s'efforcent, même à présent, de persister dans la discrimination raciale et de soumettre les populations autochtones africaines au règne de la terreur.

105. La lutte pour l'élimination totale du colonialisme et du racisme est un problème majeur, non seulement pour les peuples africains, mais encore pour toutes les forces progressistes et éprises de paix. Pour aboutir au succès dans cette lutte, il est indispensable également de surmonter la résistance des cercles internationaux impérialistes qui protègent les régimes colonialistes et racistes.

106. Une preuve évidente de telles protections, dont nous avons tous été témoins au cours des travaux de la présente session de l'Assemblée générale, a été la position adoptée par les grandes puissances occidentales selon laquelle l'Afrique du Sud doit demeurer Membre des Nations Unies. Voilà qui est parfaitement compréhensible puisque la République sud-africaine constitue un bastion de l'impérialisme dans la partie australe de l'Afrique. Le régime de l'*apartheid* sert

fidèlement les monopoles internationaux en leur permettant de tirer des super-bénéfices grâce à l'exploitation de la population africaine autochtone. Le coût déjà bas du travail de cette population autochtone est encore diminué par le système de l'esclavage auquel on a recours dans cette partie de l'Afrique. Pour les monopoles internationaux, l'*apartheid* est la poule aux oeufs d'or qui leur permet de faire des bénéfices extraordinaires en exploitant le sang et la sueur de la population autochtone africaine. Pourraient-ils désirer vraiment s'opposer au régime raciste alors que celui-ci leur garantit des revenus deux à trois fois supérieurs que ceux qu'ils pourraient obtenir dans d'autres parties du monde ?

107. Ce sont les monopoles qui aident directement les racistes qui oppriment les peuples africains. Aussi condamnons-nous également les gouvernements des grandes puissances occidentales qui, en violant les résolutions pertinentes des Nations Unies, ne prennent aucune mesure pour mettre fin aux activités néfastes de leurs monopoles, ou même pour les limiter dans la partie australe de l'Afrique aussi bien que dans d'autres colonies. En fait, les monopoles internationaux sont les principaux responsables de la persistance des régimes colonialistes et racistes dans ces parties du monde. Ils constituent l'obstacle fondamental à l'application totale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

108. En violation des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, les autorités de Pretoria ont annexé la Namibie et y ont étendu leur politique d'*apartheid*; elles y appliquent des mesures visant à détruire l'unité et l'intégrité territoriale de ce territoire. La raison principale de l'impasse dans laquelle se trouve la solution de la question de Namibie et le refus délibéré du régime raciste de Voster d'accepter les décisions de l'ONU, réside dans le fait que les autorités sud-africaines sont directement soutenues par certaines puissances occidentales membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN] et par les principaux monopoles internationaux. Ces puissances apportent au régime d'*apartheid* à la fois un soutien économique et militaire; elles l'aident même à créer sa propre industrie d'armement.

109. Je vais donner un excellent exemple du genre d'aide dont je parle. Alors que se déroulait la session actuelle de l'Assemblée générale et que l'on y discutait de la question de savoir si l'Afrique du Sud devait continuer à siéger aux Nations Unies, la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud effectuaient des manœuvres conjointes militaires et navales au large du Cap de Bonne Espérance. Comment peut-on considérer qu'une telle action s'inscrit dans le cadre des déclarations et des nobles discours par lesquels la Grande-Bretagne condamne l'*apartheid* ?

110. L'exemple du régime raciste d'Afrique du Sud est suivi par ses alliés de Rhodésie du Sud qui ont, il y a neuf ans, usurpé le pouvoir dans ce pays et qui jouissent également de l'appui des milieux impérialistes et des monopoles internationaux.

111. Les populations de nombreuses îles de l'océan Pacifique, de l'océan Indien et de l'océan Atlantique, ainsi qu'un certain nombre de territoires d'autres régions du monde, continuent à être tenus dans l'escla-

vage colonial. Ici aussi apparaît le désir des puissances coloniales de perpétuer leur domination sur ce que l'on appelle les petits territoires, pour des raisons militaires et stratégiques notamment. L'exemple frappant de ce fait est la poursuite par les Etats-Unis et l'Angleterre de la mise en œuvre de leur plan visant à agrandir leurs bases militaires dans l'île de Diego García, dans l'océan Indien.

112. Cet anachronisme politique que constituent les vestiges du système colonial serait impensable en dehors de l'aide massive que les régimes racistes coloniaux reçoivent de l'impérialisme international.

113. Notre pays, qui respecte les préceptes de Lénine, a constamment aidé et continuera d'aider la lutte de libération nationale des peuples du monde. Dès le début de ce siècle, Vladimir Ilyich Lénine s'est réjoui du réveil des peuples assujettis à l'impérialisme. Il a prévu que le moment serait bientôt venu où ces peuples prendraient une part active au destin de l'humanité. C'est précisément cette époque que nous vivons en ce moment. La croissance et l'influence des Etats jeunes et indépendants et l'élargissement de leurs activités à des fins pacifiques sont certains des traits caractéristiques des relations internationales contemporaines. Ce processus s'est renforcé au cours des dernières années et a sans aucun doute été favorisé également par la détente internationale en général.

114. L'union du socialisme mondial et des mouvements de libération nationale fait peur aux cercles impérialistes. Ils voudraient pouvoir établir un clivage et les séparer. Ceux qui se donnent aujourd'hui pour des révolutionnaires, alors qu'en fait ils couvrent les réactionnaires et essaient de paralyser les forces de libération nationale, s'opposent aux pays socialistes qui, eux, aident vraiment les peuples asservis. Cette politique est en contradiction avec les intérêts mêmes des peuples.

115. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été adoptée il y a 14 ans, le 14 décembre 1960, à l'initiative de l'Union soviétique. Elle est devenue l'étendard de la lutte des peuples des colonies pour l'indépendance et la liberté. Ce n'est pas par hasard qu'après son adoption, près de 40 Etats indépendants nouveaux sont apparus sur la carte du monde. Mais il reste beaucoup à faire. Nombreuses sont les décisions des Nations Unies se rapportant à la décolonisation qui n'ont pas encore été mises en œuvre par la faute des Etats impérialistes. Les Nations Unies et toutes les forces progressistes ont le devoir de mener une lutte constante pour leur mise en œuvre, pour la liquidation complète du colonialisme et du racisme et pour le renforcement de l'unité et de la cohésion dans cette lutte.

116. Pour ce qui est du rapport présenté par le Comité spécial de la décolonisation, la délégation de la RSS de Biélorussie en appuie les conclusions et recommandations et elle estime que leur réalisation devrait contribuer dans une grande mesure à une application rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

117. La RSS de Biélorussie, comme tous les pays de la communauté socialiste, a foi dans l'avenir lumineux de ceux des peuples qui luttent pour leur

liberté et leur indépendance et est prête à appuyer toutes les mesures visant à l'élimination totale de toutes les forces du colonialisme et du racisme.

118. M. NAÇO (Albanie) : La lutte des peuples pour se libérer de la domination coloniale et pour conquérir leur indépendance nationale est entrée dans une nouvelle phase plus avancée et, par conséquent, le nombre des peuples ayant rejeté le joug colonialiste est allé sans cesse augmentant. L'an dernier, après une longue lutte résolue, le peuple de la Guinée-Bissau a proclamé sa République indépendante, prenant ainsi place parmi les autres peuples et pays africains libres. C'est pour leur libération nationale que combattent avec abnégation également les peuples de l'Angola, du Mozambique, de l'Azanie, du Zimbabwe et de Porto Rico et autres.

119. Nous constatons avec satisfaction que chaque année, à la suite de cette lutte, de grands changements continuels ont lieu sur la carte politique du monde, que l'Organisation compte dans ses rangs les représentants de dizaines de peuples et de pays qui, il y a seulement quelques années, languissaient sous l'oppression et l'exploitation des puissances colonialistes. Après s'être engagés dans la voie du développement national indépendant, ces peuples et pays sont en train de jouer un rôle de plus en plus grand dans l'arène internationale et au sein de l'Organisation. Les travaux de la présente session de l'Assemblée générale en sont un exemple frappant à cet égard.

120. La solidarité internationale en faveur des peuples qui combattent pour leur libération nationale a augmenté et s'est renforcée également, tandis que les colonisateurs et leurs défenseurs, ayant à leur tête les Etats-Unis, sont en train d'être continuellement démasqués et isolés. Grâce à cette solidarité, malgré les tentatives et les manœuvres entreprises par certaines puissances impérialistes, l'Assemblée générale a privé le régime raciste de l'Afrique du Sud du droit d'être représenté aux travaux de la vingt-neuvième session. Cela constitue une nouvelle victoire en premier lieu pour les peuples et les pays d'Afrique épris de liberté ainsi que pour leurs amis sincères dans le monde entier.

121. Mais, malgré les importants succès et le développement impétueux de la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance nationale, il y a encore nombre de peuples et de pays qui continuent d'être sujets à l'oppression, à l'exploitation, à la dépendance colonialiste ainsi qu'au contrôle étranger. Les puissances impérialistes et leurs instruments, les cliques racistes des colons blancs, font l'impossible, par des voies et des moyens divers, pour entraver autant que possible le processus historique de la décolonisation et pour maintenir au pouvoir les restes du système colonialiste. La preuve la plus récente en ce sens a été leur utilisation du veto au Conseil de sécurité afin de protéger le régime raciste de l'Afrique du Sud.

122. Une situation tragique persiste dans de vastes régions de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Sud, de la Namibie et de l'Angola, où les forces colonialistes et les cliques fascistes de la minorité blanche continuent de dominer et de piller par la force des armes les peuples africains de ces pays.

123. Au chapitre V du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'appli-



cation de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [A/9623/Rev.1], on rapporte de nombreux faits qui montrent comment les puissances impérialistes, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et autres, dominant avec leurs monopoles l'économie de ces pays et exploitent leurs peuples.

124. L'ingérence de ces puissances impérialistes dans ces pays, les relations multilatérales qu'elles entretiennent avec les régimes racistes et le soutien politique, économique et militaire qu'elles leur accordent, sont dirigés contre la lutte des peuples africains de la Namibie, des territoires se trouvant encore sous la domination du Portugal de la Rhodésie du Sud, ainsi que contre la lutte des peuples de tous les autres territoires coloniaux; ils servent à perpétuer la domination colonialiste, l'*apartheid* et la discrimination raciale. L'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud ont été transformées par ces puissances impérialistes en bastions du racisme et de la réaction en bases très dangereuses de provocations et d'agressions armées contre les pays et les peuples voisins épris de liberté.

125. D'autre part, ce qui constitue aujourd'hui un grand danger pour la lutte des peuples coloniaux et des pays ayant conquis l'indépendance, c'est aussi la politique néo-colonialiste de l'Union soviétique. Cette nouvelle puissance impérialiste, d'un côté, fait l'impossible pour diviser les mouvements de libération et pour saper leur lutte armée et, de l'autre côté, elle essaie d'opprimer et d'exploiter, par divers moyens et de différentes manières, les peuples des autres pays, de piller impitoyablement leurs richesses naturelles et de mettre à profit les positions stratégiques de ces pays à des fins expansionnistes.

126. Afin de réaliser leurs visées de domination mondiale, les deux superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont en train d'intensifier chaque jour davantage leurs efforts contre la liberté et l'indépendance des peuples coloniaux ainsi que contre les intérêts nationaux des pays jeunes en voie de développement. Elles cherchent à établir le système néo-colonialiste du pillage et de l'exploitation à la place du vieux système colonialiste. C'est à ces fins qu'elles pratiquent de plus en plus une agression économique effrénée. De nombreux faits montrent qu'elles créent des difficultés pour empêcher le développement économique indépendant de ces pays, qu'elles inspirent à ceux-ci le manque de confiance dans leurs propres forces et capacités nationales; sous le prétexte que ces pays ne peuvent pas se développer sans l'aide économique et technique venant de l'étranger, les impérialistes américains et les socio-impérialistes soviétiques visent à les maintenir soumis et économiquement dépendants, à faire d'eux des appendices de leur économie, des ressources de fourniture en matières premières et en main-d'œuvre bon marché, à faire d'eux des marchés pour la vente des articles industriels à des prix élevés.

127. Le néo-colonialisme des Etats-Unis et de l'Union soviétique s'est lancé avec impétuosité en direction des mers et des océans, voire en direction des eaux glacées des pôles. Leurs navires militaires, de pêche ou d'espionnage, disséminés partout dans le monde, menacent la liberté des peuples et pillent les richesses des eaux des pays souverains; les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union sovié-

tique, arborent de concert le drapeau du néo-colonialisme.

128. Pour réaliser leurs visées le plus aisément possible, les deux superpuissances font grand bruit au sujet de la prétendue détente afin d'endormir la vigilance des peuples, de les désarmer et d'affaiblir leur juste lutte. Il n'y a pas et il ne peut jamais y avoir de détente entre les oppresseurs, les exploiters et les ravisseurs de la liberté, d'un côté, et les peuples opprimés, pillés et exploités, de l'autre. La prétendue détente ne peut tromper les peuples ni empêcher l'essor de leur lutte en vue de conquérir et de défendre la liberté et l'indépendance nationale.

129. Dans ces conditions, il est évident que la lutte pour la liquidation du système colonialiste et de ses lourdes conséquences ne saurait être séparée de la lutte contre la politique néo-colonialiste des deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, et elle ne pourrait être complète sans cette lutte. Divers pays dans le monde s'opposent de plus en plus à la politique de pression, de chantage et d'hégémonie des deux superpuissances. La lutte menée actuellement par les pays épris de liberté pour défendre leurs ressources naturelles, pour avoir des relations économiques internationales justes fondées sur l'égalité, le respect de la souveraineté et de la non-ingérence, est une lutte pour mettre fin aux conséquences de la domination et de l'exploitation coloniales et pour résister avec succès au contrôle et au diktat impérialistes étrangers. Les efforts déployés par les pays souverains et la solidarité dont ils ont fait preuve à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, à la Conférence mondiale de la population et la Conférence mondiale de l'alimentation, pour défendre leurs droits inaliénables, ont été un autre coup dur asséné à la politique néo-colonialiste des puissances impérialistes et en premier lieu des deux superpuissances.

130. La conquête de l'indépendance nationale par les peuples coloniaux n'est pas du tout due à la générosité des impérialistes et des colonisateurs. Ils l'ont conquise grâce à leur longue lutte remplie d'héroïsme. Les puissances colonialistes, bien que chassées de la plupart de leurs colonies, n'ont point renoncé à leurs visées de domination et de pillage. Etant donné les circonstances nouvelles, elles sont à la recherche de nouvelles voies et méthodes. Leur but demeure celui qu'il était auparavant, à savoir l'exploitation sans merci des ressources naturelles et de la force humaine, le pillage massif des matières premières des autres peuples et pays.

131. C'est pourquoi, dans ces conditions, le développement réussi de la lutte de libération, son renforcement ininterrompu, l'accroissement de la vigilance, la consolidation de l'unité et une attitude résolue vis-à-vis des intrigues et des complots des puissances impérialistes ont été et demeurent une tâche de première ordre pour les peuples qui languissent encore sous le joug colonial ainsi que pour ceux qui ont tout récemment conquis la liberté.

132. La lutte des peuples coloniaux pour leur libération nationale fait partie de la lutte des peuples du monde entier contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Elle est invincible, comme les peuples eux-mêmes sont invincibles, et elle s'accroît

chaque jour davantage, malgré toutes les difficultés qu'on fait surgir sur son chemin.

133. Ni les impérialistes, ni les socio-impérialistes ne peuvent changer le cours de l'histoire, ni ne peuvent enrayer la lutte impétueuse des peuples coloniaux contre la domination étrangère. Leur longue expérience personnelle a appris aux peuples que c'est seulement par leur lutte résolue qu'ils rejetteront l'esclavage colonial et conquerront leur liberté. C'est une tâche pour tous les peuples et les pays épris de liberté que de soutenir de façon active et par tous les moyens possibles cette juste lutte de libération des peuples opprimés.

134. Le peuple et le Gouvernement albanais suivent avec une profonde sympathie la lutte de libération des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, du Zimbabwe et des autres peuples partout où ils combattent pour la liberté et l'indépendance nationale, et ils sont pleinement solidaires de cette lutte. Ils soutiennent fermement la lutte contre la discrimination raciale, l'exploitation et l'oppression impérialistes et ils sont convaincus qu'elle sera couronnée de succès. Le peuple et le Gouvernement albanais soutiennent de façon résolue les efforts des pays épris de liberté et de paix d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres continents pour la défense et le renforcement de leur indépendance et de leur souveraineté nationale, pour leur développement et leur progrès. En appliquant de façon conséquente sa politique de principe d'opposition à l'impérialisme et au socio-impérialisme, le Gouvernement albanais apportera toujours sa contribution modeste à la juste lutte des peuples contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.

135. M. ALARCÓN (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Pour nous, Latino-Américains, le débat qui se déroule cette année sur la décolonisation revêt une signification spéciale, car il coïncide avec la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la bataille d'Ayacucho. C'est à Ayacucho que se sont réunis, sous le commandement suprême du libérateur et de ses lieutenants, des soldats latino-américains venus de tous les confins de notre continent pour mener la lutte décisive qui devait mettre fin au colonialisme sur la plus grande partie du territoire latino-américain. Ayacucho, toutefois, n'a pas représenté pour tous les peuples d'Amérique latine la victoire sur le colonialisme, mais néanmoins Ayacucho a représenté pour des peuples comme le mien, qui devaient continuer à lutter pendant de nombreuses décennies contre la domination étrangère, une émulation stimulante pour la conquête définitive de l'indépendance.

136. Aujourd'hui, la communauté internationale et l'Assemblée se trouvent dans une situation qui nous rappelle celle de 1824. Le colonialisme et le racisme ont déjà perdu leurs grandes batailles, mais il reste toutefois encore à libérer certains territoires d'Afrique, des Antilles et d'autres parties du monde.

137. Aujourd'hui, le mouvement anticolonialiste aux Nations Unies a reçu, certes, une nouvelle impulsion et une plus grande vigueur grâce aux importantes victoires des mouvements de libération nationale des anciennes colonies portugaises, grâce au changement radical intervenu au Portugal, dû en grande mesure à la lutte de ces peuples qui, en Afrique, étaient soumis à l'oppression portugaise, mais grâce aussi à

l'effort personnel des forces progressistes du Portugal, dont nous saluons ici la lutte victorieuse.

138. Le colonialisme en Afrique se replie aujourd'hui vers les confins plus avancés du sud du continent. En Afrique du Sud, le régime raciste continue d'ignorer les droits de l'homme les plus élémentaires de la population africaine et ce régime continue à recevoir l'appui de certaines puissances occidentales, comme l'a clairement démontré le triple veto appliqué au Conseil de sécurité qui a empêché celui-ci de prendre les mesures que l'Assemblée générale lui avait recommandées à une vaste majorité.

139. En Namibie, la double exploitation du colonialisme et du racisme sud-africain se poursuit, et ce peuple, comme il ressort des rapports dont l'Assemblée est saisie, est victime de l'exploitation la plus brutale de la part de monopoles étrangers qui s'enrichissent aux dépens du peuple namibien, et dont les recettes représentent le tiers du produit national brut du territoire.

140. Les activités des intérêts économiques étrangers des territoires qui se trouvent encore sous régime colonialiste constituent, comme le prouve le cas namibien, un frein au processus de décolonisation; c'est un appui décisif donné à la continuité du colonialisme et aussi une forme d'expression la plus détestable de ce même système colonial.

141. Ma délégation a toujours donné son appui à l'œuvre du Comité spécial de la décolonisation, a participé activement à ses travaux dans toute la mesure de ses possibilités, et a donné un appui ferme à tous les efforts entrepris pour garantir effectivement à tous les peuples du monde le droit inaliénable à l'indépendance. Le rapport qui nous a été présenté par le Comité spécial démontre que cet organe de l'Assemblée continue à s'acquitter du mandat que nous lui avons confié et à adopter les mesures nécessaires pour assurer à tous les peuples qui souffrent encore sous une domination coloniale étrangère l'exercice de leurs droits nationaux les plus sacrés.

142. Des nouvelles récentes semblent indiquer qu'au Zimbabwe aussi, grâce à la lutte héroïque de son mouvement de libération nationale, certaines perspectives favorables se présenteraient, et nous les accueillons avec satisfaction.

143. Les efforts déployés par le Comité spécial de la décolonisation méritent l'appui de tous les membres de l'Assemblée générale, surtout en ce moment où s'il est vrai que le colonialisme a connu des défaites importantes et que les peuples de diverses régions du monde ont réussi à réaliser des progrès concrets sur le chemin séculaire vers la liberté, il reste néanmoins sur divers continents des forces qui continuent à opprimer des populations parlant des langues diverses et ayant des traditions culturelles différentes.

144. En cette occasion, Cuba tient à réitérer son appui total à l'œuvre du Comité de décolonisation et au rapport qui nous a été présenté cette année. En particulier, nous voudrions souligner que notre position anticolonialiste repose sur des attitudes de principe qui font que notre pays condamne la domination étrangère partout où elle existe et que Cuba appuie fermement tous les mouvements de libération nationale de tous les territoires coloniaux où qu'ils se trouvent. C'est pourquoi, nous voudrions exprimer

ici notre satisfaction à l'égard du travail fait jusqu'ici par le Comité spécial concernant la situation coloniale de Porto Rico, qui a été mentionnée à plusieurs reprises dans le rapport présenté à l'Assemblée générale [ibid.]. Le Comité a examiné en partie le rapport qui lui avait été présenté par le Rapporteur, M. Arteaga Acosta du Venezuela<sup>3</sup>, et se propose, selon les informations que nous avons reçues, de poursuivre son examen à sa prochaine session. On se souviendra que ce rapport a été présenté par le Rapporteur, en application du paragraphe 3 de la résolution adoptée par le Comité spécial le 30 août 1973. Dans cette résolution, le Comité demandait au Rapporteur de lui communiquer tous les renseignements pertinents sur la situation coloniale de ce territoire<sup>4</sup>, le Comité, au paragraphe antérieur de la même résolution, ayant reconnu le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Porto Rico, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; il demandait également aux autorités de la Puissance administrante de s'abstenir de prendre toute mesure susceptible d'affecter l'exercice par le peuple portoricain de son droit inaliénable à l'indépendance.

145. De même, en donnant notre appui à cette action du Comité spécial et également aux mesures qu'il pourrait prendre l'année prochaine pour continuer le processus de décolonisation à l'égard de Porto Rico, et en réitérant la solidarité de notre pays avec la lutte d'émancipation de ce peuple, nous tenons à formuler l'espoir que le Comité spécial, à ses prochaines sessions, pourra accélérer aussi l'examen

d'autres situations coloniales qui existent en Amérique latine, et en particulier dans les petits territoires des Caraïbes et des îles Malvinas.

146. Ma délégation est convaincue que quels que soient les pressions, les manœuvres, les moyens employés par le colonialisme et l'impérialisme pour s'opposer aux peuples qui luttent pour leur indépendance nationale, la lutte d'émancipation sera couronnée de succès dans le monde entier. L'exemple et l'esprit d'Ayacucho sont une source d'inspiration constante pour mon peuple et mon gouvernement et auront, nous en sommes sûrs, des répercussions dans tous les pays du globe et sur les peuples de tous les continents dans leur lutte pour le plein exercice de leur droit sacré à l'indépendance nationale.

*La séance est levée à 13 h 20.*

#### NOTES

<sup>1</sup> Pour un résumé de cette déclaration, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Quatrième Commission*, 2127<sup>e</sup> séance, par. 12 à 15.

<sup>2</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 24 (A/8724)*, vol. I, par. 62.

<sup>3</sup> A/AC.109/L.976.

<sup>4</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 23 (A/9023/Rev.1)*, chap. I, par. 84.